

projet pilote donnera l'occasion au Parlement et à ses comités d'étudier davantage la nouvelle présentation. Nous pourrions alors introduire progressivement une présentation entièrement nouvelle du budget des dépenses qui répondrait aux besoins identifiés par les honorables députés eux-mêmes. Mais qu'on ne s'y trompe pas. Vieille présentation ou nouvelle présentation, le message est le même. Ce gouvernement a démontré qu'il présente des prévisions de dépenses qui respectent tous ses engagements. Les faits montrent que non seulement nous prévoyons les respecter, mais aussi que nous contrôlons nos dépenses conformément à ces engagements.

Des voix: Bravo!

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, l'an dernier, en réponse à la déclaration du président du Conseil du Trésor à l'époque, j'ai fait observer que le ministre débitait bien des balivernes en présentant ses données, de façon à créer l'impression que le gouvernement se tirait mieux d'affaire qu'il ne le faisait en réalité. Mais, comparé à l'actuel président du Conseil du Trésor (M. Buchanan), son prédécesseur immédiat était un modèle de franchise et d'honnêteté.

C'est la première fois que le critique de l'opposition du Conseil du Trésor ne reçoit pas d'avance copie du discours du ministre. Nous n'avons encore rien reçu. A 10 heures, il y a eu une séance d'information pour la presse, mais à huis clos. Nous avons demandé la permission d'y assister, mais on nous l'a refusée.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Est-ce là un gouvernement responsable?

M. Andre: L'an dernier, le président du Conseil du Trésor à l'époque m'a invité, moi, les députés néo-démocrates et créditistes à son bureau, à midi, le jour où il a présenté les prévisions budgétaires. Il nous a remis le Livre bleu, une brochure intitulée «Où va l'argent de vos impôts», le texte de son discours et la documentation destinée à la presse. Il nous avait demandé de garder le secret jusqu'à 3 heures et c'est ce que nous avons fait. Nous avons eu environ deux heures et demie pour étudier les documents et préparer une réponse complète afin que le public et les journalistes puissent avoir un aperçu équilibré de la situation et décider eux-mêmes lequel des deux points de vue était le plus valable.

Cette année, on nous a invités à prendre des sandwiches à 1 h 15. Un haut fonctionnaire du Conseil du Trésor a passé une demi-heure à nous présenter des données et des tableaux préparés et choisis d'avance pendant qu'on passait les sandwiches. Vers 1 h 50, on nous a dit qu'aucun des documents ne devait sortir de la pièce. On ne nous a pas autorisés à prendre des exemplaires du Livre bleu ou du livre intitulé «Où va l'argent de vos impôts» ni à prendre note des renseignements qui figuraient dans le tableau.

M. Nowlan: Quelle honte!

M. Andre: Le président du Conseil du Trésor a eu l'audace de déclarer qu'il acceptait la recommandation du vérificateur général en ce qui concerne la façon de présenter les prévisions budgétaires. Il ne sait même pas ce que le vérificateur général voulait dire.

M. Buchanan: Je n'ai pas dit cela. Le député pourra vérifier ce que j'ai dit.

M. Andre: La recommandation du vérificateur général visait uniquement à rendre les activités de dépenses du gouverne-

ment plus ouvertes, à divulguer au public et à la Chambre comment le gouvernement compte vraiment dépenser les deniers publics, non à donner une idée incomplète des intentions du gouvernement de façon à empêcher qui que ce soit de critiquer les prévisions budgétaires le jour même de leur présentation. Dire que le gouvernement essaie de nous jeter de la poudre aux yeux est bien en deçà de la vérité.

M. Buchanan: Le député ne saurait pas quoi dire s'il ne connaissait pas cette expression.

M. Andre: J'aimerais parler un instant du chiffre global de 52.6 milliards de dollars. Comment a-t-on obtenu ce chiffre?

M. Martin: On a additionné les totaux de chaque ministère.

M. Andre: Il y a le budget principal, qui comprend le budgétaire et le non-budgétaire, les réserves pour les budgets supplémentaires et quelques prévisions pour les ressources inutilisées. Le gouvernement prévoit que cette année, les ressources inutilisées s'élèveront à 1,217 millions de dollars. L'an dernier, c'était un milliard, de sorte que le chiffre cette année dépasse de 200 millions celui de l'an dernier. Cette année, les réserves pour dépenses supplémentaires sont estimées à 1,350 millions de dollars. L'an dernier, elles étaient de 1,550 millions. On note que les changements à ce poste s'élèvent encore à 200 millions.

● (1530)

En utilisant le même montant estimatif que l'an dernier pour les crédits périmés et les réserves supplémentaires, le chiffre prévu pour l'an prochain s'établit à 53 milliards au lieu de 52,600 millions. En utilisant la même base que l'an dernier, l'augmentation proportionnelle prévue s'élèverait à 9.7 p. 100, encore plus que l'an dernier. Comment le ministre peut-il affirmer que la situation s'est améliorée cette année. Il y arrive en falsifiant les comptes. Il y arrive en faisant exactement le contraire de ce que le vérificateur général a recommandé au gouvernement l'an dernier pour rendre le processus de dépense un peu plus honnête et un peu plus ouvert. De toute évidence, le ministre n'y attache pas beaucoup d'importance. Pourquoi agir honnêtement et ouvertement s'il est plus rentable politiquement de se montrer croche et retors? C'est la voie qu'a choisie le ministre.

Je n'ai pas reçu de copie des commentaires du ministre, bien que la coutume parlementaire veuille que les ministres en distribuent aux critiques de l'opposition. Pour autant que je sache, c'est la première fois qu'un ministre fait un accroc à cette coutume, à cette tradition. Dans son discours, le ministre a vanté les mérites du gouvernement qui a réussi à réduire la proportion de la dette nationale par rapport au produit national brut. Si l'on s'en tient aux chiffres qu'il nous a cités on constate qu'en 1946, à la fin de la guerre, la dette nationale était égale au produit national brut, soit 100 p. 100. Chaque année depuis lors, la proportion de la dette nationale a diminué, jusqu'en 1975. Depuis cette année, elle n'a cessé de croître. La chose à retenir, c'est que depuis que le gouvernement s'est lancé dans son prétendu programme d'austérité en 1975, la dette nationale par rapport au produit national brut n'a cessé de croître chaque année. C'est cette tendance qui devrait préoccuper le gouvernement, c'est cette réalité qui devrait inquiéter le ministre. Il est inutile de comparer 1946 avec l'année en cours. L'important, c'est que la dette n'a cessé de croître depuis quelques années.